

RÉUNION PUBLIQUE DU 8 DÉCEMBRE 2016
SÉANCE THÉMATIQUE
« L'ENGAGEMENT CITOYEN : C'EST L'AFFAIRE DE TOUS ! »

Présidence de M. Claude KLENLENBERG, Président.

Mme ABAD-PERICK et M. JADOT siègent au bureau en qualité de secrétaires.

Mme la Directrice générale provinciale assiste à la réunion.

La réunion est ouverte à 15 H 25'

M. LE PRÉSIDENT.- Mesdames et Messieurs,

Je déclare la séance ouverte et je salue tout particulièrement les téléspectateurs de RTC et Télévesdre qui nous suivent au travers de la retransmission de cette séance.

Nous voici réunis pour un Conseil provincial thématique sur le thème « L'engagement citoyen : c'est l'affaire de tous ! ».

D'ici quelques instants, je cèderai la parole à Monsieur le Député provincial – Président André GILLES pour l'introduction de cette thématique. Je n'en dirai donc pas plus au sujet du thème de notre séance mais avant d'entamer nos débats, je tiens à adresser, au nom de notre Assemblée, mes plus vifs remerciements aux trois experts qui ont accepté de s'exprimer sur cette thématique importante afin de nous éclairer de leur compétence et partager surtout leur expérience : Monsieur Hervé HASQUIN, Secrétaire perpétuel de l'Académie Royale de Belgique ; Monsieur Michael NICOLAÏ, membre fondateur de l'asbl « Spray Can Arts ! » et Monsieur Robert HALLEUX, Secrétaire général de la Conférence Mondiale des Humanités.

Sans plus attendre, j'invite Monsieur André GILLES, Député provincial – Président, à cette tribune, pour l'introduction de cette thématique.

Vous avez la parole Monsieur le Député provincial – Président.

M. André GILLES, Député provincial - Président (à la tribune). – Merci Monsieur le Président. Monsieur le Président, Madame la Directrice générale provinciale, chers Collègues.

« Debout Citoyen ! Engagez-vous ! ». L'exhorte est puissante et ne laisse pas indifférent. Est-ce cependant le rôle de la Province de Liège d'assurer le développement de cette démarche issue du constat que la simple indignation ne suffit plus ? Oui, je le pense assurément.

« L'engagement citoyen, c'est l'affaire de tous » comme l'affirme, fort à propos, le titre de ce Conseil provincial thématique consacré à la citoyenneté.

Si nous n'étions déjà tous convaincus par cette affirmation exaltant tout à la fois le vivre ensemble et la responsabilité de chacun, nous aurions pu découvrir sa pertinence au travers des reportages qui nous seront présentés au cours de cette séance exceptionnelle ou au travers des interventions des différents experts venus d'horizons divers que nous écouterons avec intérêt, comme nous le ferons pour celles des représentants des groupes politiques de cette Assemblée.

Cette thématique serait-elle alors trop consensuelle ? Serait-elle même parfaitement inutile tant nous partageons sur tous les bancs de ce Conseil provincial l'opinion selon laquelle chacun doit jouer un rôle dans notre société, selon laquelle il incombe à chaque individu de s'engager, peu ou prou, à apporter sa parcelle d'effort individuel à une œuvre collective fondée sur des valeurs de liberté, d'égalité et de solidarité ?

À mon sens, c'est précisément parce que cette évidence est peut-être trop évidente qu'il convient de la rappeler à ceux qui auraient perdu leurs repères sociaux, de l'inculquer aux jeunes générations peut-être pas assez conscientisées, de la marteler sans relâche auprès des esprits qui l'ignorent ou la refusent, de la remettre cent fois, mille fois sur le métier afin qu'un engagement citoyen apparaisse enfin, au plus grand nombre, comme un principe logique, naturel et allant de soi.

Pour reprendre les récents propos d'un ancien Premier Ministre français, « s'engager, c'est s'emparer pleinement de la démocratie, c'est la faire vivre » parce qu'elle se décline dans le social, dans l'économie, dans la vie politique ou dans la culture. Et à mes yeux, c'est donc bien aussi le rôle d'un pouvoir public de mettre tout en œuvre pour permettre à chacun, dans les domaines les plus divers, d'apporter, en connaissance de cause, sa pierre à l'édifice commun.

C'est cette noble, mais délicate, mission à laquelle le Collège provincial a légitimement souhaité contribuer. La Province de Liège s'est en effet inscrite résolument dans cette philosophie de promotion de la citoyenneté d'abord en l'incluant dans sa Déclaration de Politique générale 2012-2018, ensuite par sa participation active aux commémorations officielles du premier conflit mondial nous avons pris soin d'y adjoindre une vision spécifique et citoyenne notamment par la création de l'exposition pédagogique PHENIX 21 qui a suscité, par l'usage de nouvelles technologies, des milliers de jeunes à prendre conscience qu'ils avaient eux-aussi, comme leurs grands-parents à l'issue de la Première Guerre mondiale, la possibilité de faire bouger les choses et de participer au progrès social et technologique.

Des ingénieurs ingénieux, des entrepreneurs entreprenants, des femmes et des hommes engagés, bref des citoyens, nous en avons bien besoin collectivement, aujourd'hui comme hier. En prendre conscience est une nécessité. Ce fut l'objectif fixé par la Province de Liège. C'est une tâche permanente mais elle a pris, ces derniers temps, les couleurs vives et enthousiasmantes d'une opération événementielle : « Debout Citoyen ! ».

Par l'évocation d'autres exemples historiques de la Charte de Huy et de la Paix de Fexhe au Moyen-Âge au Traité de Maastricht il y a un quart de siècle, en passant par la première convention de travail, convention collective de travail en Belgique, à Verviers, par le traité italo-belge sur le charbon et par la grève des femmes de la FN dont nous célébrons cette année, pour chacun de ces événements, des anniversaires symboliques, la Province de Liège a voulu mettre en exergue des thématiques citoyennes comme la conquête de libertés, la concertation sociale, l'immigration et l'intégration sociale, l'égalité hommes/femmes et la citoyenneté européenne.

Notre but était de souligner à nouveau qu'il est possible de faire bouger les lignes si l'on fait preuve d'audace, d'innovation et surtout d'esprit solidaire, car comprenez-moi bien il ne s'agissait pas alors, et pas davantage qu'aujourd'hui, « de se la jouer perso », pour employer d'expression, ni de s'en remettre à une éventuelle providence, ni de croire naïvement au déterminisme d'un hypothétique « grand soir » instaurant une précaire justice sociale dans un climat conflictuel propice à la mise sous le boisseau de nos valeurs démocratiques.

Liège a été et est une terre particulièrement fertile pour faire germer la citoyenneté. Nous l'avons tous constaté le samedi 10 septembre dernier à l'occasion de la journée « Debout Citoyen ! ». Lors de ce grand rassemblement populaire et d'adhésion aux valeurs sous-tendues par un engagement citoyen réfléchi et personnel, nous étions des milliers à avoir entendu ce message unique, transculturel et transgénérationnel de solidarité et d'humanité.

Cependant la citoyenneté se vit aussi au quotidien. Réduire la fracture numérique est pour le département de l'Enseignement et de la Formation de la Province de Liège une volonté empreinte de citoyenneté que cela soit en créant de nouvelles classes inclusives ou en intensifiant encore les déplacements du Mobi'TIC qui connaît un succès retentissant auprès de nos aînés.

Nos convictions en faveur du progrès ne nous exonèrent pas de nous interroger sur l'impact négatif que procurent certaines innovations et particulièrement la révolution numérique qui change notre vie en profondeur et en permanence. À cet égard, je tiens à saluer l'initiative de la Haute École de la Province de Liège lors de sa rentrée académique d'octobre dernier qui a voulu conscientiser ses étudiants à ces problématiques technologiques et sociales en invitant notamment le futurologue prospectiviste M. Joël de Rosnay.

À l'enseigne de nos ancêtres qui ont arraché la Paix de Fexhe se prémunissant contre l'arbitraire et la violation du domicile, ne devrions-nous pas aujourd'hui, mutatis mutandis, en changeant ce qui doit être changé, nous pencher sur les possibles dérives de certains progrès technologiques qui limitent parfois nos libertés par l'espionnage de nos habitudes, par la croissance de nos addictions vis-à-vis des réseaux sociaux, des moteurs de recherche modélisés, de nouveaux outils de communication qui n'existent pas encore mais dont l'obsolescence est déjà programmée ?

Sans égrainer la longue liste des activités citoyennes proposées par la Province de Liège qu'évoqueront notamment mes collègues Katty Firquet et Paul-Émile Mottard dans leur champ de compétences respectives, comment ne pas mettre en exergue la première Conférence mondiale des Humanités que nous organiserons en août prochain sous l'égide de l'Unesco avec la Ville et l'Université, et dont j'ai eu l'honneur d'annoncer la tenue à Liège le 4 août 2014 devant un parterre de Chefs d'État et de Gouvernement venus commémorer, ici même, le centenaire de la Première Guerre mondiale. Ce sera l'occasion d'entendre des scientifiques des quatre coins du monde, des artistes, des hommes de culture, s'exprimer sur les thématiques qui nous concernent tous en veillant à replacer l'Humain au centre de nos préoccupations.

Pour conclure, j'aimerais rappeler simplement notre objectif ambitieux et pourtant très simple. Faire, de tout un chacun, un citoyen responsable, conscient de son rôle social et des dangers pour les fondements de nos modèles démocratiques, voilà vers quoi nous devons tendre. Davantage encore qu'hier, le silence des pantoufles est plus dangereux que le bruit des bottes.

Par nos débats et en rappelant les nombreuses initiatives en matière de citoyenneté, je suis persuadé que ce Conseil provincial thématique et l'émission télévisée qui y sera consacrée contribueront également à véhiculer ce message : « l'engagement citoyen, c'est l'affaire de tous ».

(Applaudissements)

M. LE PRESIDENT. – Je vous remercie M. le Député provincial - Président. J'invite à présent Mme Katty FIRQUET, Députée provinciale Vice-présidente, à s'exprimer sur cette thématique, ô combien d'actualité.

Vous avez la parole Madame la Députée provinciale Vice-présidente.

Mme Katty FIRQUET, Députée provinciale – Vice-présidente (à la tribune).- Merci Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs.

L'engagement citoyen, c'est l'affaire de tous ! Alors ça, c'est le slogan. Mais la réalité ne correspond pas toujours au slogan, c'est même plutôt l'exception ! Dans une société du paraître, de l'avoir plutôt que de l'être, il est des réalités qu'il faut assumer et prendre en charge. Nous ne naissons pas avec les mêmes atouts, les mêmes avantages, les mêmes compétences, mais tout enfant qui naît sur le territoire de la Belgique peut être amené à devenir un citoyen belge et ça, c'est la réalité.

Il est important que, tous ensemble, nous nous rappelions ces règles que les citoyens se sont fixés pour organiser leur vie commune. Ces règles ne sont pas immuables, elles peuvent évoluer mais elles sont essentielles sinon, c'est le chaos, le règne du chacun pour soi, la loi du plus fort, le vaccin le plus efficace reste la démocratie.

En tant qu'élus et responsables politiques, notre devoir est précisément de faire vivre cette démocratie et de permettre à chacun de jouer pleinement son rôle. Selon André Comte-Sponville, la politique n'est pas là pour faire le bonheur des hommes, elle est là pour combattre le malheur et elle seule, à l'échelle d'un pays ou du monde, peut le faire efficacement.

Voilà une citation qui va à l'encontre des tentations populistes que l'on constate partout dans le monde. Point d'homme providentiel ni de recette magique, la politique c'est l'art du possible disait Léon Gambetta et c'est tellement vrai. Le possible ne fait pas rêver, le possible ne vous vend pas des lendemains qui chantent, le possible c'est du travail et du dialogue, le possible ce sont des compromis et des accords mutuellement bénéfiques. Le possible, c'est l'expression du bon sens et du respect d'autrui, quelles que soient ses différences, le tout bien compris par des citoyens bienveillants et actifs, soucieux de préserver nos valeurs essentielles si bien résumées par la devise française « Liberté, Egalité, Fraternité ».

Dans le cadre de ce qui est possible dans le champ des compétences des affaires sociales et de la santé, je voudrais faire un focus sur deux projets qui me tiennent à cœur, car ils sont une réponse, je le crois, aux souhaits très concrets qui sont exprimés par de nombreux citoyens.

Autant vous le dire, pas de révolution en vue mais un travail de terrain, un ensemble de petites mesures, le tout agrémenté de personnes dévouées et d'une bonne dose de bonne volonté.

Tout d'abord, par rapport au harcèlement scolaire. Le harcèlement favorise la loi du silence, la loi du plus fort et la non-assistance à personne en danger.

Une définition qui est en parfaite contradiction avec celle de la citoyenneté et qui sont précisément le fruit du populisme, de l'extrémisme, de gauche comme de droite, bref, de la facilité. Mais justement, notre volonté au Département des Affaires sociales de la Province est d'inverser la tendance et de faire changer les mentalités. Les ados d'aujourd'hui sont, on le sait, les citoyens de demain et ces ados doivent être bien dans leurs baskets. Malgré une médiatisation souvent tragique, le harcèlement entre élèves reste un phénomène largement sous-estimé et méconnu.

Une étude de février 2014 sur la prévalence du harcèlement en Fédération Wallonie-Bruxelles organisée par l'UCL montre que le harcèlement est un phénomène très répandu en Fédération Wallonie-Bruxelles et touche un élève sur trois, principalement entre la sixième primaire et la troisième secondaire.

Selon une autre enquête réalisée par le comité des élèves francophones sur 500 enfants, et relayée par le journal « Le Soir » du 6 juillet 2015, seuls 14,5 % des élèves victimes de moqueries ou de harcèlement à l'école osent en parler. Et quand elles se confient, les victimes s'adressent en priorité aux amis, pour 50 % des victimes, puis à la famille, 30 % d'entre-elles, le personnel éducatif est concerné par 21,7 % des victimes et les membres du Centre PSM de l'école pour 13,3 %.

Si l'on veut y apporter des réponses efficaces, les initiatives imaginées doivent s'inscrire dans une perspective globale où les actions menées viseront non seulement les enfants concernés mais également leurs copains de classe et le personnel éducatif.

Depuis 2013, le Département des Affaires sociales et l'OPENADO en particulier mènent des actions de sensibilisation auprès des enseignants via notamment des journées d'étude menées entre autres par le Professeur Humbeeck.

En 2016, l'OPENADO a réalisé un outil et une plaquette d'information intitulés « Harcèlement et cyber-harcèlement en milieu scolaire » dont le but est bien d'aider les enfants en situation de harcèlement mais aussi, et c'est ce qui fait sa particularité, de faire prendre conscience aux témoins de leur importance, que doivent-ils faire, comment doivent-ils réagir...

Cet outil permet également d'identifier les signes de détresse vécus par les différentes personnes touchées par cette forme de violence et de prendre conscience des différentes émotions ressenties par les protagonistes concernés : les victimes, les agresseurs et témoins.

Prendre conscience également de l'impact des mots, des gestes et regards utilisés par les enfants « harceleurs » et par les enfants « témoins », tout comme l'influence des réactions verbales/non verbales des enfants victimes.

En outre, les participants seront amenés à faire des propositions, pour prévenir, réduire voire enrayer le phénomène, en s'appuyant sur des principes tels que l'attention à l'autre, l'empathie, l'entraide, la coopération, la valorisation des compétences des uns et des autres, la responsabilisation face aux comportements adoptés, la réparation ou encore la coopération,... Autant de valeurs citoyennes !

Reconnaître la citoyenneté des jeunes, c'est concilier deux nécessités : celle de les protéger, sans pour autant les infantiliser, et celle de favoriser la conquête et la pratique de leur autonomie sociale, de leur donner les moyens d'acquérir les outils nécessaires. Nous nous y efforçons au quotidien à l'Openado.

La deuxième thématique qui me tient à cœur est la réinsertion professionnelle des personnes handicapées.

En Belgique, seuls 40% des personnes handicapées disposent d'un emploi. C'est moins que la moyenne européenne qui s'élève à 47,3%. Alors que le taux d'emploi des personnes sans handicap est de 66,9%, selon l'Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne.

Les préjugés concernant les personnes en situation de handicap dans le monde de l'emploi sont tenaces, on le sait. Les personnes en situation de handicap représentent pourtant une réelle force de travail.

Il est nécessaire d'effectuer un travail sur le terrain pour essayer de sensibiliser les employeurs au recrutement. Ces derniers sont encore beaucoup trop sceptiques face aux vraies capacités des personnes handicapées à effectuer certaines tâches.

Je sais qu'il y a des entreprises de travail adapté, comme La Lumière que vous verrez dans le reportage et qui sont d'une importance capitale mais mon souhait est vraiment de permettre aux personnes handicapées de s'intégrer dans des entreprises.

Dans cette optique, nous avons proposé au niveau du Collège provincial, d'organiser un Village des Métiers le 24 mars 2017 à l'IPES spécialisé de Micheroux en collaboration avec le CRT, le Centre de Réadaptation au travail, et le Département des Affaires sociales. Le but est de faire se rencontrer les personnes en recherche d'emploi et les employeurs potentiels.

J'ose bien évidemment espérer que les entreprises seront présentes et auront, elles-aussi, une attitude citoyenne et pourront donner de l'espoir aux candidats pour que cet événement, qui est une première, puisse se perpétuer et s'agrandir.

Je vous le disais, des petits gestes qui peuvent sembler anodins mais qui sont de véritables actes citoyens qui apportent beaucoup de réconfort autour de soi.

Combattre les stéréotypes, combattre les préjugés, combattre ceux qui abusent de leur force ou de leur pouvoir, pour favoriser l'égalité des chances et le vivre ensemble, voilà un combat citoyen que le Département des Affaires sociales et de la Santé ont j'ai la charge entend mener au travers des différentes thématiques et actions qu'ils mènent. Mais seule la convergence de toutes les initiatives prises ici et là nous protégera du pire.

Je vous remercie de votre attention.

(Applaudissements)

M. LE PRESIDENT. – Je vous remercie Madame la Députée provinciale – Vice-présidente. Je vous propose à présent d'écouter Monsieur Hervé HASQUIN, Secrétaire perpétuel de l'Académie Royale de Belgique. Il nous parle de sa vision de la citoyenneté de notre époque.

(Diffusion de l'intervention de M. HASQUIN)

M. LE PRESIDENT.- Merci. Nous allons à présent découvrir, sur les écrans, le premier reportage consacré à la « Journée Debout Citoyen » organisée le 10 septembre dernier à Liège.

Celle-ci était l'occasion de se rappeler que la citoyenneté a trouvé naissance chez nous dans la commémoration de plusieurs grandes dates de notre histoire provinciale telles que le Traité de Maastricht, la Paix de Fexhe, dont à ma droite vous trouverez une copie certifiée et exposée, le Traité du Charbon, la grève des femmes de la FN... Cela a aussi été l'occasion de crier en chœur le mot « HUMANITÉ » et de poser ainsi un geste citoyen fort.

(Reportage n° 1)

M. LE PRESIDENT.- Voila. Je vous propose de passer aux interventions des groupes de notre Assemblée qui seront entrecoupées évidemment par d'autres reportages et nous commençons par le représentant du groupe PTB, Monsieur Rafik RASSAA.

M. RASSAA, Chef de groupe (à la tribune). – Merci Monsieur le Président. Madame la Directrice générale, Madame et Messieurs les Députés, chers Collègues.

Selon une récente enquête de la RTBF sur la dite « génération quoi », 90 % des jeunes francophones de 18-34 ans n'ont pas confiance en la politique. 98 % pensent que les hommes politiques sont généralement corrompus.

Peut-on leur donner tort ? Entre un sénateur payé 2.114 € l'heure pour faire des lois sur mesure pour un milliardaire belgo-kazakh, des patrons d'intercommunales soupçonnés de voyages à Dubaï pour voir des Grand Prix de Formule 1 aux frais de la princesse, un ex-député provincial toujours prompt à cumuler jusque 17 mandats rémunérés et en même temps des accords tripartites, heureusement mis en échec, pour préserver ce privilège, sans oublier enfin la mise en lumière récente de l'ordre de Malte réservé à une caste pour servir ses intérêts.

Le paysage politique belge, et provincial en particulier, offre un spectacle désolant d'une démocratie nécrosée mal occupée à préserver un système au service des 1 % les plus riches. Et les jeunes citoyens ne s'y trompent pas. Dans la même enquête, on apprend que pour plus de 90 % de nos jeunes, c'est la finance qui dirige le monde et qu'il y a de plus en plus d'inégalités en Belgique. Mais beaucoup de jeunes sont prêts à s'engager pour une autre société. 61 % d'entre eux sont même prêts à participer à un mouvement de révolte du type mai 68...

Plusieurs reportages que nous verrons aujourd'hui démontrent à souhait que les citoyens sont prêts à s'engager pour des actions concrètes qui répondent à leurs besoins d'une société plus égalitaire, plus libre du pouvoir de l'argent, plus soucieuse de mettre le développement technologique au service des besoins de l'humanité en protections sociale et environnementale, libertés et émancipation, culture et créativité.

Je veux profiter cette tribune pour rappeler une proposition chère à mon groupe, le PTB+, celle de l'instauration d'un budget participatif. Ces budgets pourront à terme concerner tous les domaines de la vie de la province. Cette démarche, née au Brésil dans les années 80, permet d'inventer une nouvelle culture politique et d'accentuer le sens de la citoyenneté active.

Depuis Port Allegre, plusieurs expériences en Europe se sont développées et il devient urgent que de telles expériences se développent également en Province de Liège. Une citoyenneté engagée est nécessaire pour redynamiser notre système de démocratie représentative. Et cela passe surtout par une dynamique harmonieuse à organiser avec de nouvelles formes de démocraties participatives et délibératives. A l'ère de l'hyper-connectivité et des réseaux sociaux, il est encore plus aisé d'orchestrer une telle dynamique. Rendons le pouvoir aux 99 % pour répondre aux besoins démocratiques, socio-économiques et environnementaux de notre temps.

Je vous remercie.

M. LE PRESIDENT.- Y a-t-il une compatibilité entre le progrès de l'humanité et l'avènement de l'ère numérique ? Des pistes de réflexions, afin que cette nouvelle ère cohabite avec nos valeurs humaines et sociales, nous sont apportées dans le second reportage.

(Reportage n° 2)

M. LE PRESIDENT.- J'invite maintenant Monsieur Marc HODY à venir nous faire part de l'intervention au nom du groupe ECOLO.

M. HODY, Chef de groupe (à la tribune). – Mes chers Collègues.

« Citoyen, civique, citoyenneté,... » des mots si souvent repris par les autorités, par les acteurs de terrain, échos des médias, regrets d'un âge d'or plus ou moins mythique.

La citoyenneté se glisse partout, tout acte à une dimension sociale et donc civique : jeter ses papiers gras par terre, mettre ses pieds sur les banquettes des trains, respecter les limitations de vitesse, payer ses impôts, ne pas se croire au-dessus des lois, voter et affirmer ses choix, participer à la vie et aux débats publics, exercer ses droits et ses libertés, et j'en passe...

On le conçoit bien, la citoyenneté à divers sens, l'objet est vaste, les choix sont nombreux, la citoyenneté déborde de partout. Ecoles citoyennes, entreprises citoyennes, enfants citoyens. Au-delà d'une mode, ce terme recouvre diverses réalités.

On ne naît pas citoyen, on le devient. On le devient essentiellement par l'éducation. La finalité de l'éducation à la citoyenneté est de donner aux jeunes les moyens de participer de manière réfléchie et responsable à la vie politique, économique, sociale et culturelle de notre société.

L'éducation à la citoyenneté c'est préparer tous nos jeunes pour qu'ils soient armés pour l'apprentissage tout au long de la vie. Des individus sûrs d'eux-mêmes, des individus capables de participer activement au sein de la société. Des citoyens responsables !

Le cours de philosophie et de citoyenneté actuellement prodigué en Fédération Wallonie-Bruxelles, vise à l'exercice de choix conscients et libres dans le respect de l'égalité en droit et en dignité.

La citoyenneté et le développement durable sont également liés entre eux. Mais aussi à la solidarité internationale. En effet, la solidarité internationale correspond à la défense des droits humains. Aux moyens de mieux vivre ensemble et de partager nos cultures.

Tout comme l'éducation au développement durable, la solidarité internationale permet de faire évoluer les mentalités et les comportements vers un monde plus égalitaire entre pays et entre générations.

Chacun peut ainsi comprendre les interdépendances entre l'environnement, l'économie, la société et les cultures à l'échelle mondiale et les enjeux au niveau temporel pour l'environnement.

Voici quelques considérations, un peu trop rapides malheureusement, sur ces questions de citoyenneté. Cela mérite d'être débattu, ce n'est absolument pas un savoir, cela constitue des invitations à la réflexion et au débat et à l'action.

Je vous remercie pour votre attention.

(Applaudissements)

M. LE PRESIDENT. – Merci Monsieur le Chef de groupe.

Place à présent au troisième reportage dans lequel différents citoyens sont directement interrogés. « La Citoyenneté c'est quoi pour vous ? », « Être citoyen c'est quoi ? » ... Voyons leurs réponses en images et comment être témoin de notre société.

(Reportage n° 3)

M. LE PRESIDENT.- Voilà. J'invite maintenant Monsieur Serge ERNST à nous faire part de la réflexion du groupe CDH-CSP.

M. ERNST, Conseiller provincial (à la tribune). – Merci. Chers Collègues, chers téléspectateurs.

Woody Allen a dit : « Je m'intéresse à l'avenir, parce que c'est là que je vais passer le reste de ma vie ». Au moment où la génération 18-34 annonce en effet qu'elle n'a plus confiance dans le monde politique, il est temps de réfléchir à l'avenir, à notre avenir.

Comment construire un avenir qui sera un avenir citoyen ?

La tenue de la première Conférence Mondiale des Humanités à l'été 2017 à Liège doit servir de catalyseur pour construire le monde de demain, un monde où le citoyen sera un acteur responsable.

Nous sommes sur la route des smart cities. Les nouvelles technologies utilisées ne doivent pas constituer de risques d'exclusion tels que fracture numérique ou inciter à de l'absorption d'informations brutes sans discernement ou vérification, mais au contraire elles doivent permettre d'améliorer la qualité de vie de chacun dans les domaines de l'éducation, de la santé, du vivre ensemble, de la mobilité...

Ainsi, en matière d'éducation, si les technologies peuvent être des outils d'apprentissage, elles doivent aussi permettre à la créativité de s'exprimer. De même en matière de santé, les nouvelles technologies doivent être utilisées, non comme facteur d'expérience, mais pour améliorer les soins et les traitements des patients.

A côté de cela, beaucoup de nos concitoyens et particulièrement les jeunes aspirent à un monde qui revient à l'essentiel de nos valeurs. Le succès des circuits courts et des initiatives citoyennes en sont la preuve. Le monde change et les jeunes sont prêts à en être des acteurs actifs et responsables.

Dans plusieurs Communes, des initiatives citoyennes se développent : les Compagnons de la Terre à Blegny, Idées fertiles à Visé et d'autres encore dans notre province.

Le groupe CDH-CSP souhaite que le débat citoyen et les initiatives locales soient soutenus pour améliorer nos liens sociaux et ceci, en respectant notre environnement.

La connexion entre les personnes doit être réelle et non uniquement virtuelle.

Chers téléspectateurs, au nom du groupe CDH-CSP, je vous souhaite de bonnes fêtes de fin d'année et une année 2017 pleine d'humanité.

(Applaudissements)

M. LE PRESIDENT. – Merci Monsieur le Conseiller provincial.

Le prochain reportage abordera la problématique de l'intégration des personnes souffrant d'un handicap de l'école vers le milieu professionnel.

(Reportage n° 4)

M. LE PRESIDENT.- J'invite à présent Monsieur Fabian CULOT à prendre la parole au nom du groupe MR.

M. CULOT, Chef de groupe (à la tribune).- Je vous remercie. Mesdames, Messieurs, chers Collègues, chers Téléspectateurs.

Je suis depuis fort longtemps intéressé par la question de savoir quels sont les éléments à la base du contrat par lequel les hommes et les femmes qui composent notre société acceptent de vivre ensemble, de partager un même territoire, de contribuer – avec ou sans enthousiasme - à la même collecte de l'impôt, ou plus fondamentalement à travailler ensemble à la réalisation des mêmes projets.

Un auteur du 19ème siècle que j'aime beaucoup, Ernest Renan, expliquait l'existence de ce contrat par le phénomène de la Nation. Il disait que ce qui les constituait ou les formait n'était ni l'ethnie, ni la langue, ni la religion, ni la géographie, ni les intérêts, mais la volonté, la volonté d'avoir fait ensemble de grandes choses dans le passé et de vouloir en faire encore dans l'avenir.

Si nous ne sommes plus au 19ème siècle, ce propos garde pour moi un intérêt majeur. Car après deux guerres mondiales et la construction de l'Union européenne, on en est aujourd'hui à gérer le Brexit où la résurgence des sentiments identitaires nationaux, voire régionaux. Aussi je pense qu'il ne faut pas hésiter à défendre l'idée selon laquelle la citoyenneté doit être au 21ème siècle ce que la Nation était au 19ème.

Grâce à l'instruction et à la formation offerte à tous, grâce à nos écoles et nos universités, grâce aux services publics et aux progrès générés par la libre entreprise, nous avons pu développer une société composée de citoyens libres et égaux en droits. Mais un citoyen n'est jamais totalement libre si les moyens de l'être effectivement ne lui sont pas donnés. Toutes les entraves au libre épanouissement du citoyen doivent dès lors pouvoir être combattues avec efficacité. Et c'est très certainement le défi le plus grand auquel notre société est confrontée.

Car les sources potentielles d'exclusions ne manquent pas. Qu'il s'agisse d'exclusions économiques - dues à la succession des crises et au déclin industriel - d'exclusions sociales - dues à des phénomènes de décrochage scolaire ou professionnel - ou d'exclusions médicales - dues à des maladies ou des handicaps-, tous ces phénomènes, s'ils ne sont pas correctement appréhendés, peuvent détourner celles et ceux qui en souffrent du contrat social qui fonde le vivre ensemble et la responsabilité de telles exclusions incombe d'abord et avant tout à ceux qui avaient le pouvoir de les empêcher.

Mesdames, Messieurs, la construction de la citoyenneté est une œuvre collective et essentielle. La Province de Liège est à cet égard un acteur parmi beaucoup d'autres. Mais elle est là, et les politiques illustrées par les différents reportages participent de manière effective à l'inclusion de tous dans la société, quelle que soit les origines et les difficultés rencontrées.

Avec l'ensemble du groupe MR, je veux ici réaffirmer notre engagement inconditionnel et fondamental pour une société composée de citoyens libres et égaux, détenteurs de droits fondamentaux, responsables des actes qu'ils posent mais bénéficiaires d'une solidarité efficace à chaque fois que les difficultés de la vie les frappent.

En conclusion, convenons ensemble qu'au regard des turbulences que nous traversons, si nul ne sait à quoi ressemblera précisément l'Europe demain, il nous revient de faire en sorte de savoir à quoi ressembleront demain les citoyens européens, et d'en être fiers.

Et je me permets d'ajouter que pour en être fiers, n'en déplaise au groupe PTB, je pense que si les Européens restent davantage inspiré par l'esprit de la révolution française, et bien ils gagneront plutôt qu'être peut-être attirés par l'esprit de régime comme l'Union soviétique, Cuba ou d'autres qui ont nourris bien des malheurs.

Je vous remercie pour votre attention.

(Applaudissements)

M. LE PRESIDENT. - Je vous remercie Monsieur le Chef de groupe.

J'invite à présent à la tribune Monsieur Michael NICOLAÏ, membre fondateur de l'asbl «Spray Can Arts !» qui va nous parler des actions menées à Liège et comment cet art urbain prend-il son importance dans notre belle province.

M. NICOLAÏ (à la tribune).- Merci Monsieur le Président. Mesdames, Messieurs.

« Spray Can Arts ! » est une association d'art urbain qui a été créée à Liège y il y a 14 ans dans le but de produire, diffuser et promouvoir les arts urbains.

Notre association s'intéresse tant aux arts plastiques, qu'à la musique et à la danse. Nous pensons que les arts urbains sont un facteur de démocratisation culturelle et qu'il peut également être considéré comme un outil important de la citoyenneté. C'est une démarche que l'asbl tente de développer aux travers d'actions diverses, notamment grâce à la réalisation de fresques sur l'espace public, cela permet de rendre l'art accessible à toutes les tranches sociales de la population en transformant les rues en musée à ciel ouvert et gratuit.

Actuellement, une partie de la population peut être en décalage avec l'art contemporain, hermétique et institutionnalisé et parfois déconnecté des attentes et préoccupations de la population locale. L'art urbain intègre les habitants en transformant les citoyens en spectateurs.

Outre l'enjolivement de l'espace, l'art urbain permet aux habitants de se réapproprier leur quartier et des espaces de vie commune. De plus, par leur participation aux projets artistiques, les habitants deviennent aussi coauteurs des transformations sociales de leur quartier et retrouvent ainsi leur rôle de citoyen car, qu'ils apprécient ou non l'œuvre, ils s'arrêtent pour regarder, se créer une opinion, et deviennent alors contributeurs du projet.

Deuxièmement, nous accordons beaucoup d'importance aux stages, ateliers et coaching d'artistes afin de donner aux jeunes et aux artistes en devenir des moyens et outils d'expression les plus divers possible pour que chacun puisse contribuer à un projet artistique en fonction de ses capacités et ainsi mobiliser le public le plus large possible.

Pour les stages et ateliers, à chaque fois, une phase de mise en commun, des idées pour la réalisation d'une fresque par exemple, donne la possibilité à chacun de s'exprimer mais surtout à s'enrichir de toute la diversité des cultures présentes.

Pour finir, nous proposons aussi aux artistes d'autres outils comme des espaces de coworking, une galerie d'art, des studios « son » avec le programme « Ça balance » par exemple, l'objectif est de créer des passerelles entre les disciplines et de valoriser les savoirs, les savoir-faire et les savoir-être de chacun des participants.

De manière générale, les arts urbains, la musique électronique, le hip-hop, le street art, le break dance, ... sont des vecteurs de démocratie culturelle.

Il est aujourd'hui prouvé que l'art a pour effet de développer l'estime et la confiance en soi, de renforcer les communautés, de contribuer au renouveau urbain, de réduire les effets de la pauvreté, d'augmenter l'employabilité et d'infléchir l'isolement social.

L'art urbain a en plus cette particularité d'être un art connecté aux attentes et préoccupations de la population.

Je vous remercie.

M. LE PRESIDENT.- Merci pour votre intervention.

Depuis quelques années, les pratiques culturelles ont évolué avec l'avènement des nouvelles technologies. Elles ont plusieurs facettes permettant une démocratisation de la culture, parfois venant « du haut vers le bas », parfois « du bas vers le haut ». Voyons cela dans le prochain reportage.

(Reportage n° 5)

M. LE PRESIDENT.- Nous enchaînons avec le dernier reportage qui nous parle de la Conférence Mondiale des Humanités qui sera organisée, en collaboration avec l'UNESCO, en Province de Liège, en août 2017, et qui aura comme objectif d'élaborer une réflexion globale sur les humanités et sur leur rôle dans un monde en perpétuel changement.

(Reportage n° 6)

M. LE PRESIDENT.- J'invite le représentant du groupe PS, Monsieur Eric LOMBA, à rejoindre la tribune.

M. LOMBA, Conseiller provincial (à la tribune).-Mesdames, Messieurs, chers Collègues.

Pour le groupe socialiste, c'est bien la citoyenneté au sens d'engagement citoyen compris au sens le plus large du terme qui est à prendre en considération.

En ces temps de montée des populismes de tout poil, l'exercice n'est pas simple.

Je soumets à votre réflexion l'idée que la propension actuelle de certains à ne pas revisiter le concept de citoyenneté – et donc à ne pas le réaffirmer – soit à l'origine de bien des maux.

Finalement qu'est-ce qui fait de nous des citoyens ? L'appartenance à une cité ? Oui, sans doute. Nous sommes Liégeois et la seule pensée d'être pris pour un Namurois, pour un Carolo ou un Montois, nous fait frémir, et c'est un euphémisme.

Mais l'appartenance de cœur et de fait à une cité est-elle suffisante pour traduire ce que nous entendons par « citoyen » ?

Non, bien sûr. Il y a une dimension sous-jacente, une dimension politique qui s'est invitée dans notre conception de la citoyenneté qui pourrait se définir par l'équation « citoyen = démocrate, démocratie = progrès ».

Équation, nous en sommes convaincus, partagée par tous. Et pourtant, sous nos yeux, la machine se grippe. Alors que faire ?

Démocrates, fils de démocrates, petit-fils de démocrates, nous semblons bien dépourvus alors que les concepts de démocratie et de citoyenneté semblent ne plus se recouvrir parfaitement.

A-t-on oublié que le citoyen porte en lui un germe identitaire qui, s'il n'est pas travaillé, peut mener à la terreur ? Les régimes totalitaires, eux, l'ont toujours compris. Opposons leur notre concept d'un citoyen du monde, figure emblématique d'universalité.

Et nous voici plongés au cœur du débat. Notre vision du citoyen est inséparable de la représentation de la société à laquelle nous appartenons.

Que faire quand le peuple semble s'éloigner de notre conception de la politique sinon... l'écouter !

Le peuple nous demande de réinventer la démocratie, de l'actualiser, de la remettre en phase avec ses aspirations légitimes de paix, de démocratie culturelle et de justice sociale. Il nous demande de reprendre le pouvoir dans tous les secteurs de la vie sociale et économique, il nous charge d'être plus que jamais les représentants de ses intérêts, il nous oblige à une responsabilité accrue et nous demande des comptes pour les errements qui sont ceux du politique quand il oublie d'où il vient, pourquoi et par qui il est élu. Bref, il nous demande d'être des citoyens exemplaires.

Et c'est bien cette exemplarité que nous devons assumer. Une exemplarité teintée de raison et d'intelligence, une exemplarité teintée de cœur.

Côté raison, gageons que la *Conférence Mondiale des Humanités* organisée l'été prochain rencontrera le succès qu'elle mérite et qu'elle nous permettra de réfléchir à l'évolution du concept de citoyenneté à la lumière des sciences humaines.

Côté cœur, la cité nous a donné raison lorsqu'elle a scandé fièrement et librement, à l'initiative du Collège provincial, un « *Debout citoyen !* » qui restera gravé dans les mémoires.

En cela, la cité nous conforte dans notre conviction que l'engagement citoyen est l'affaire de tous et ce dans toutes les sphères de la société et dans tous les domaines de l'activité humaine. Le succès rencontré par la manifestation « *Debout citoyen !* » dans son ensemble est là pour en témoigner.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. LE PRESIDENT.- Merci Monsieur le Conseiller provincial. J'invite à présent à la tribune Monsieur Robert HALLEUX, Secrétaire général de la Conférence Mondiale des Humanités, qui va nous parler de celle-ci. On va essayer de ne pas se disputer.

M. HALLEUX (à la tribune).- Merci Monsieur le Président. Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs.

Quel rapport y'a t'il entre la réflexion pointue que 1800 spécialistes politiques, scientifiques, journalistes vont mener à Liège du 6 au 12 août 2017 et le projet citoyen mené par la Province ?

Vous me pardonnerez de trouver la réponse chez Lénine qui a dit : « Pratique, théorie, pratique ». Ce congrès part de la pratique où je dirais plutôt qu'il s'enracine dans nos angoisses.

L'environnement, les identités culturelles, la constitution de mondes clos mais aussi les espaces interculturels, les échanges interculturels, les frontières, les migrations, les murs, les barrières, le patrimoine qui d'une part est menacé par les guerres, les vols, les pillages mais d'autre part, menacé par la mondialisation et on pense au savoir populaire par exemple.

L'histoire est la mémoire. On a dit de l'histoire et de l'historien qu'il était le colporteur des vieilles haines et il est vrai que souvent ce n'est pas la même histoire qui s'écrit de part et d'autre d'une barrière et puis, que deviennent nos études humanistes dans un monde numérique ? Ça c'est la pratique, c'est le problème, nos angoisses, la théorie, c'est la réflexion approfondie que l'on va faire sous un angle original.

Souvent, on a cherché aux grands problèmes de ce temps, des solutions du côté des sciences exactes, de la statistiques, de l'économie, de la démographie, de l'économétrie, de toutes ces disciplines qui se donnent un aspect de sciences dures mais peut-on vraiment comprendre l'identité culturelle musulmane si l'on n'a pas lu le Coran et si l'on a pas fait une étude historique de l'Islam ? Peut-on comprendre le phénomène des migrations et par exemple, le problème des Rom, si l'on ne connaît pas l'histoire des Tsiganes, leur langue, leur culture ?

Si l'on ne sait pas que les cartes sont artificielles, si l'on ne fait une comparaison entre le Mur de Berlin, la Grande Muraille de Chine ou les barrières que les Etats-Unis construisent du côté du Nouveau Mexique. Il y a donc là, les sciences humaines peuvent nous apporter des choses.

Peut-on, on a raison, on a raison de condamner les négationnistes qui nient l'existence des chambres à gaz, mais peut-on faire des lois pour réguler le travail de l'historien et faire des lois mémorielles sur le génocide vendéen par la révolution française ou sur la révolution d'octobre ? Autant de problèmes, n'est-ce pas, dont la solution se trouve du côté des sciences humaines.

C'est un challenge car c'est la première fois que ces disciplines qui s'enseignent dans notre faculté la plus ringarde, celle de Philosophie et Lettres, sortent de leur tour d'ivoire et apparaissent au grand jour. Ça c'est la réflexion théorique, c'est à Paris.

La pratique, c'est que ce congrès ne se limitera pas aux spécialistes et dès le début, avec nos amis de la Province de Liège, et particulièrement notre Député provincial – Président, nous avons choisi d'en faire un congrès citoyen, c'est-à-dire dont les débats, les conclusions, seront accessibles à chaque citoyen liégeois.

Il y a une catégorie de participants qui sont simplement des auditeurs et qui pourront assister à tous les débats, il y aura des conférences plénières par les grandes voix de l'humanité qui seront accessibles à tous les publics. Il y aura une diffusion, comme pour Phénix 21, par les réseaux sociaux, par les nouveaux moyens audio-visuels, par une politique de communication et de vulgarisation, de popularisation des connaissances, car il n'y a pas de sciences sans parler des savoirs.

Le but du congrès n'est évidemment pas d'adopter, de formuler, des solutions à ces problèmes qui sont lancinants et qui nous harcèlent tous.

Le problème, Lucien Febvre, qui était un grand historien disait : « L'histoire ne nous apprend pas à prévoir, elle nous apprend à mieux voir » et Anatole France disait que le rôle des sciences humaines c'est d'apporter des incertitudes nouvelles, c'est-à-dire disons-le, de développer la base de la citoyenneté qui est l'esprit critique et la tolérance.

Et si au terme de la conférence chacun de nos concitoyens regarde l'autre d'une autre manière, s'abstient de jugement à l'emporte-pièce, de jugement tout fait, s'abstient de condamner et préfère comprendre au lieu de juger et bien, nous aurons contribué à l'affranchir de tous les simplismes, de tous les totalitarismes, de tous les intégrismes, nous aurons fait œuvre citoyenne.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

M. LE PRESIDENT.- Merci pour votre intervention M. HALLEUX. J'invite à présent Monsieur Paul-Emile MOTTARD, Député provincial à s'exprimer sur le sujet.

Vous avez la parole Monsieur le Député provincial.

M. MOTTARD, Député provincial (à la tribune).- Mesdames, Messieurs, chers Collègues,

Et pour une fois, vous m'autoriserez à dire « Citoyen, citoyenne » mais quand j'ai envie de dire citoyen, j'ai envie de dire peut-être à une exception près et vous faire part de la condamnation la plus vive de l'intervention de notre collègue tout à l'heure puisque que le populisme peut se déguiser partout et même, nous l'avons entendu cet après-midi, dans les mots de la citoyenneté.

Chers Collègues,

Vous venez de l'entendre, la thématique de la citoyenneté est au cœur de l'engagement de la Province de Liège. Elle passe par différentes actions dans des secteurs variés tels que l'Enseignement, la Santé, le Sport ou la Culture.

Les pouvoirs publics jouent un rôle d'ensemblé, ils doivent rassembler autour des valeurs portées par nos institutions : la liberté, l'égalité, mais aussi la fraternité et j'ajouterai la solidarité. Ces valeurs restent maîtresses de notre action quotidienne.

La démocratie passe aussi par la Culture, vous venez de le voir. C'est d'ailleurs de plus en plus le cas. Je vous le disais lors de notre session d'octobre, la Culture est un moyen de faire face et de réduire les inégalités entre les citoyens.

Elle n'est pas uniquement, comme d'aucuns la perçoivent, source de divertissement et de loisir. La Culture est un vecteur de liberté et de solidarité. Elle est un levier d'émancipation, d'ouverture et donc de fraternité.

Dans les moments sombres que nous connaissons, l'expression culturelle est une solution fondamentale que nous devons brandir, que nous devons développer et approfondir.

Les différents acteurs du milieu artistique qui interviennent dans le reportage consacré à la démocratie culturelle mettent en évidence la nécessité de continuer à investir dans le secteur.

Au-delà du bonheur qu'elle peut générer, elle contribue de façon significative au développement de notre territoire, que ce soit par la cohésion sociale qu'elle nourrit mais également par l'identité provinciale qu'elle renforce ou, évidemment, l'activité économique qu'elle engendre.

Je prendrais pour exemple un projet majeur mené par la Province de Liège lors de cette législature, Karbon Kabaret, le spectacle de Fabrice Murgia présenté aux Fêtes de Wallonie l'an dernier. 250 artistes de notre Province ont travaillé ensemble et créé, autour de ce spectacle, une véritable émulation. C'est grâce d'ailleurs à ce projet notamment que la nouvelle mise en scène des « Fils de Hasard, Espérance et Bonne fortune » a pu exister et a fait d'ailleurs, salle comble pendant presque un mois au Manège.

Au-delà de ça, ces artistes ont pu avoir un emploi rémunéré pendant plusieurs semaines. D'autres métiers ont également été acteur du spectacle des techniciens, des décorateurs, des accessoiristes et même le célèbre Dudule, le célèbre vendeur de bics et crayons de la Place du Marché ! Ils ont tous pu bénéficier d'un contrat de travail de quelques semaines.

15.000 personnes se sont réunies pour assister à Karbon Kabaret, un spectacle engagé parlant de nos origines, nos traditions, notre chaleur humaine. Bref ce qui nous caractérise.

Grandes institutions, centres culturels, fanfares, graffeurs, chanteurs, comédiens, acrobates... chacun a eu l'occasion d'exprimer sa créativité et de faire entendre sa voix. C'est ça aussi la citoyenneté !

L'exposition Homo Migratus au Musée de la Vie wallonne qui a constitué la colonne vertébrale intellectuelle de l'opération « Debout Citoyen ! ». Elle proposait au visiteur de comprendre d'où l'on vient afin de mieux appréhender où l'on va.

Pour poursuivre cette intervention, je voudrais faire le lien entre démocratie culturelle et démocratisation de la culture.

Chers Collègues, vous le savez, la médiation fait partie de la politique que je défends au Collège provincial. L'accès à l'expression culturelle pour tous, peu importe l'origine sociale ou l'âge. Point de belle culture ou de moins belle culture. Pas non plus de culture pour les riches et de culture pour les pauvres. Il y a simplement, une sensibilité qui est propre à chaque individu et qu'il faut appréhender. Chacun a le droit d'avoir accès à la création. Il s'agit d'un droit fondamental permettant l'épanouissement et l'intégration dans la société.

Des municipalités françaises se sont engagées dans cette voie en intégrant les pratiques culturelle et artistique comme objectifs forts du Pacte de lutte contre la grande exclusion. Ce dernier prévoit notamment des liens entre bibliothèques et structures d'hébergement, des résidences d'artistes, des actions de médiations hors les murs des musées...

La voie continue de tracer sa route, à nous de maintenir notre volonté et notre engagement à travailler en ce sens.

La Culture constitue un enjeu essentiel de demain. Elle l'est d'autant plus que les pratiques culturelles sont en évolution constante. Les nouvelles technologies prennent place dans nos vies et inévitablement dans les différents champs artistiques. Nous devons nous imprégner de tout ça afin de rester en phase avec la réalité.

C'est ainsi que le numérique est devenu une composante importante du travail de certains artistes. Le BAM festival, que la Province de Liège soutient, met en avant cet outil qui emporte la création dans un champ que je pense et que je crois, infini.

Le Cré@lab répond également à cette nouvelle réalité et permet non seulement aux artistes mais également aux citoyens de s'exercer à la pratique de la création numérique en trois dimensions.

Dernièrement, le Département Culture a organisé un colloque relatif au numérique et plus spécifiquement au droit à la propriété intellectuelle à l'heure de cette révolution. Il se prolongera d'ailleurs en 2017 par un second colloque tant le sujet est vaste et complexe.

Si, comme vous le savez, les initiatives de la Province sont multiples et complémentaires, c'est justement pour répondre à cette évolution de la société que nous connaissons.

La citoyenneté elle-même est plurielle. L'important est, comme je le disais au début de cette intervention, de se retrouver autour de valeurs fondamentales et surtout de les transmettre dans chacun de nos projets.

Je terminerai par ces mots que j'emprunte à Martin Luther King et pour terminer sur une note d'optimisme, qualité que nous partageons bien entendu : « Nous devons apprendre à vivre ensemble comme des frères sinon nous mourons ensemble comme des idiots ».

Je vous remercie.

M. LE PRESIDENT.- Merci Monsieur le Député provincial.

Pour conclure cette séance thématique, je cède la parole à Monsieur André GILLES, Député provincial – Président.

Vous avez la parole Monsieur le Député provincial – Président.

M. GILLES, Député provincial – Président (à la tribune).- Monsieur le Président. L'exercice que vous me demandez est difficile pour ne pas dire prétentieux.

Je ne crois pas que je pourrai conclure pour plusieurs raisons que peut-être vous dire par contre mon sentiment.

Mon sentiment est que... il m'arrive parfois d'être déçu de l'espèce humaine mais malgré tout je garde une foi inébranlable en l'homme et cependant j'ai parfaitement conscience que cette foi ne sera pas suffisante si nous voulons réellement replacer l'Humain au cœur de nos préoccupations, si nous voulons que l'environnement ne soit écrasant, que la finance ne soit pas écrasante, que les guerres ne viennent pas nous hanter, que les exclusions, les intégrismes de toutes parts, les totalitarismes ne reviennent, c'est un long combat qui nous attend...

Un long combat ! Et donc, l'année « Debout Citoyen ! » ne s'achève pas avec le mois de décembre 2016, elle ne s'achève pas avec le Conseil thématique consacré au sujet, je dirais même que c'est plutôt le point de départ de nombreux combats encore où il faudra, et d'aucun l'ont dit, user de beaucoup d'énergie mais surtout beaucoup de pédagogie pour expliquer, pour éveiller, pour faire en sorte que la plupart ne se laissent pas étourdir par des propos tantôt populistes, tantôt lénifiants et qu'ils ne les acceptent pas ou plus avec un fatalisme consternant qui leur feraient penser que de toutes façons, ça ne sert à rien de s'en préoccuper puisque le monde se gouverne quand même sans eux.

Non, il nous appartient chacun et l'histoire que l'on a évoqué à différentes reprises, dans différentes interventions ou propos d'experts, nous montrent qu'ici en terre liégeoise, alors même que d'aucun n'avait pas encore la qualité, au sens où nous l'entendons aujourd'hui, de citoyen, ont pu faire bouger les lignes.

Qui étaient-ils ? Plus forts que nous ? Plus puissants que nous ? Plus intelligents que nous ? Je pense que non. Je pense qu'ils avaient une détermination qui les a conduit ensemble à construire quelque chose car détruire est extrêmement facile c'est pourquoi le propos et la tâche du démocrate est extrêmement difficile parce que pour expliquer les choses qui sont nécessairement complexes, il faut beaucoup de mots et il faut arriver à forcer l'écoute et prendre le temps d'expliquer, il faut si peu de temps pour un autre de balancer un propos, un slogan, une affirmation voire un mensonge qui se répercute avec les moyens technologiques d'aujourd'hui, les nouvelles techniques de l'information et de la communication - de la communication sûrement mais de l'information, pas toujours - donc le combat n'est pas nécessairement égal mais j'ai foi en l'homme et donc, je pense quand même qu'on peut construire ensemble des choses quand on en a la volonté et il nous faut véritablement avoir la volonté d'éveiller et notamment les plus jeunes et qu'ils prennent le goût à la politique. Qu'est-ce que ça veut dire la politique ? C'est « polis », ça veut dire la ville, c'est la cité, on l'a dit tout à l'heure aussi.

C'est s'occuper des affaires de la cité ou de la « res publica », de la chose publique mais il nous appartient tous de nous en occuper mais encore une fois, construire est plus difficile que de détruire, on parvient assez facilement par les temps qui courent à rassembler même 10.000 personnes avec un bonnet ou à organiser une marche blanche ou d'autre couleur, à lâcher des ballons, on rassemble facilement beaucoup de personnes sur une thèse « contre », c'est plus difficile de rassembler sur une thèse « pour » mais est-ce pour cela qu'il faut abandonner le courage d'essayer, sûrement pas... et je pense que nous sommes une petite assemblée, d'une instance, d'une couche de démocratie, je ne sais pas si on doit la faire dans la rue.

L'histoire ne nous apprend rien sauf qu'à l'oublier, on peut parfois la revivre. Je n'ai pas vécu mais j'ai des parents qui en ont souffert et qui me l'ont expliqué que sous les fenêtres de l'Hôtel de Ville à une certaine époque ici, d'aucun passaient avec un balai, ils étaient menés par un certain Degrelle et on en a vu aussi ce que l'on pouvait en subir après, longuement.

Il en a fallu du sang, de la sueur et des larmes comme disait Churchill pour rétablir une démocratie. Les hommes qui l'ont rétablie après en avoir souffert ne l'ont pas oublié. La troisième génération ne sait plus de quoi on parle. Aujourd'hui, il y a d'autres hommes qui rassemblent quelques personnes sous les fenêtres de l'Hôtel de Ville et ouvrent les fenêtres de l'Hôtel de Ville, méprisant le débat qui pourrait avoir lieu à l'intérieur de l'Hôtel de Ville dans l'enceinte d'un Conseil communal.

Le danger me paraît être le même, il faut aussi y éveiller à cela.

Voilà, les amis, prétendre à une conclusion est, je dirais, tout à fait prétentieux mais je pense par contre que le chantier est vaste, je pense, comme vous peut-être, comme le disait John Lennon, que je suis un rêveur mais je pense que je ne suis pas le seul.

(Applaudissements)

M. LE PRESIDENT. – Je vous remercie Monsieur le Député provincial – Président. C'est ici que se termine la séance thématique de notre Conseil provincial consacrée au thème « L'engagement citoyen : c'est l'affaire de tous ! ».

Je vous remercie toutes et tous pour votre implication dans la préparation de cette réunion.

Je clos la séance thématique de ce jour et vous informe que cette séance fera l'objet d'un montage qui sera diffusé le mercredi 21 décembre 2016 à 20h45 sur RTC Télé-Liège et sur Télévesdre.

Je clos la séance thématique de ce jour. Bonne soirée.

La séance est clôturée à 17 H 00'.